

De la rupture promise à la sûreté de l'État

Comment une transition annoncée ouverte commence à se refermer ?



Des faits qui marquent une inflexion silencieuse

Entre le 14 et le 15 avril 2026, une séquence s'installe presque silencieusement, sans rupture apparente, mais avec une portée politique majeure. Plusieurs militants GEN Z sont interpellés et placés en garde à vue à Anosy.

Le motif est classique, pourrait-on dire mais, dans ce contexte particulier, devient ainsi central : atteinte à la sûreté de l'État.

Le discours officiel reste en effet inchangé. Cohésion, apaisement, jeunesse. Le registre est inclusif.

Ce contraste structure le moment. Ce n'est plus un décalage. C'est un basculement dans la manière dont le politique est géré.

Une rupture qui se dilue

À l'automne 2025, la transition s'ouvre sur une promesse : rompre avec le passé. Elle s'appuie sur une alliance implicite entre jeunesse mobilisée et acteurs institutionnels.

Le CAPSAT¹ incarne alors cette posture en appelant à ne pas réprimer les manifestants.

¹ Corps d'Armée des Personnels et des Services Administratifs et Techniques

Quelques mois plus tard, le récit se fissure. Les acteurs de la rupture deviennent des cibles potentielles. La continuité apparaît là où la rupture était attendue. Ce qui devait changer résiste. Et c'est dans cette résistance que les transitions commencent à se déformer.

Le double langage comme symptôme

Le décalage entre discours et action n'est pas accidentel. Il révèle une tension.

Le pouvoir doit préserver sa légitimité tout en faisant face à une réalité contraignante : attentes élevées, résultats tardifs, pression sociale persistante. De cet écart naît un double langage : celui du discours d'une part, celui de l'action de l'autre.

Et ces deux registres commencent désormais à diverger.

Une mécanique déjà connue

Les transitions africaines ne basculent pas brutalement. Elles évoluent par séquences.

Frustration. Mobilisation. Rupture. Attente. Décrochage.

Pour comprendre ce qui se joue réellement, il faut sortir du cas malgache et observer cette mécanique.

C'est dans la phase de réajustement que tout se joue. Quand les résultats tardent, la pression sociale ne disparaît pas. Elle revient, plus critique.

Le pouvoir doit alors choisir : transformer ou contenir.

L'histoire montre que la seconde option s'impose souvent.

Pour comprendre ce qui se joue réellement, il faut sortir du cas malgache et regarder la mécanique des transitions africaines.

Tableau - Les étapes des transitions africaines et positionnement de Madagascar

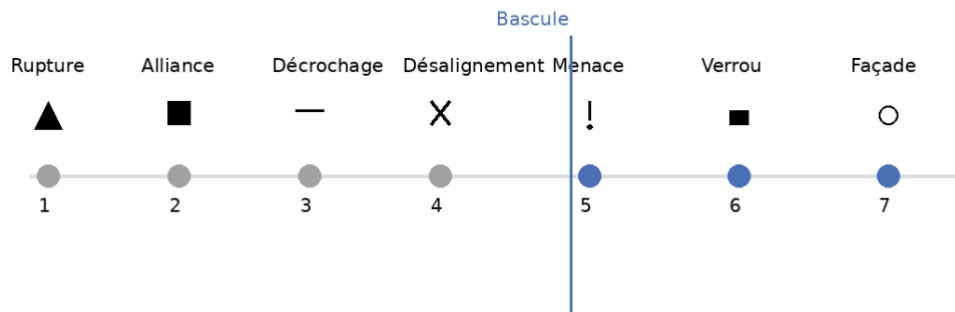
Étape	Description (pattern africain)	Signaux observables	Exemples historiques (Afrique)	Position Madagascar (2025-2026)
1. Accumulation des frustrations	Dégradation progressive des conditions de vie + perte de confiance dans les institutions	Crises eau/électricité, chômage, corruption perçue, colère diffuse	Soudan (2018), Burkina Faso (2021)	✅ Phase atteinte (pré-septembre 2025)
2. Déclenchement du mouvement	Mobilisation portée par une jeunesse urbaine connectée (type GEN Z)	Manifestations spontanées, viralité réseaux sociaux, figures émergentes	Sénégal (2021-2024), Nigéria (#EndSARS)	✅ Phase atteinte (septembre 2025)

Étape	Description (pattern africain)	Signaux observables	Exemples historiques (Afrique)	Position Madagascar (2025-2026)
3. Rupture politique / basculement	Chute ou affaiblissement du pouvoir en place, intervention militaire ou institutionnelle	Dissolution, vacance, prise de position des forces armées	Mali (2020), Guinée (2021)	✅ Phase atteinte (octobre 2025)
4. Alliance tactique pouvoir-mouvement	Le nouveau pouvoir se légitime via la rue et promet une rupture	Discours pro-jeunesse, promesse de refondation, inclusion symbolique	Tchad (transition post-Déby), Soudan (phase civile-militaire)	✅ Phase atteinte
5. Phase d'attente critique	Le pouvoir doit produire des résultats rapides (services essentiels, justice)	Attentes fortes sur eau, électricité, corruption	Cas généralisé dans transitions africaines	✅ Phase atteinte (fin 2025 – début 2026)
6. Décrochage réalité / promesses	Les résultats tardent, la frustration revient	Maintien des pénuries, inertie administrative, tensions sociales	Soudan (post-2019), Mali (post-2020)	⚠️ Phase enclenchée
7. Désalignement avec la jeunesse	Le mouvement initial devient critique envers le nouveau pouvoir	Reprises de manifestations, critiques publiques, fractures internes	Algérie (Hirak), Soudan	⚠️ Phase en cours
8. Requalification de la contestation	Le pouvoir redéfinit la contestation comme menace	Usage de termes : “trouble à l’ordre public”, “sûreté de l’État”	Pattern classique post-transition	🔴 Phase enclenchée (avril 2026)
9. Verrouillage progressif	Mise en place d’un contrôle ciblé (arrestations, intimidation)	Arrestations de leaders, pression judiciaire, flou juridique	Égypte (post-2013), Soudan (2021)	🔴 Phase en cours
10. Civilianisation de façade	Maintien d’un discours démocratique mais pratiques coercitives	Discours d’unité vs actions répressives	Cas fréquent dans transitions hybrides	🔴 Phase actuelle dominante
11. Stabilisation autoritaire	Le régime se consolide avec contrôle politique durable	Réduction de l’espace civique, neutralisation des oppositions	Rwanda, Ouganda	🕒 Pas encore atteint mais manifestation en cours

Étape	Description (pattern africain)	Signaux observables	Exemples historiques (Afrique)	Position Madagascar (2025-2026)
12. Nouvelle rupture ou enlèvement	Soit explosion sociale, soit résignation progressive	Reprise du cycle ou verrouillage durable	Tous contextes africains	? Phase à venir

De la rupture promise à la sûreté de l'État

Comment une transition commence à se refermer ?



La transition change de nature.
Le pouvoir ne résout pas les causes.
Il contient la contestation.



C'est dans cette phase de réajustement que se produisent les inflexions les plus déterminantes.

Lorsque les résultats ne sont pas au rendez-vous, la pression sociale ne disparaît pas. Elle se transforme. Elle se redéploie. Et elle revient, souvent plus critique, plus agressive.

Face à cette pression, le pouvoir est confronté à un choix structurant : accélérer les transformations ou contenir les expressions de mécontentement.

L'histoire montre que, dans de nombreux cas, la seconde option s'impose progressivement.

Lecture synthétique : où se situe Madagascar

Madagascar se situe entre les étapes 8 et 10 :

- Requalification de la contestation
- Début du verrouillage
- Discours encore conciliant

Autrement dit :

Une transition qui ne s'effondre pas, mais qui bascule vers une normalisation autoritaire non assumée.

Une logique systémique

Les transitions échouent rarement au moment de la rupture. Elles échouent lorsque le pouvoir ne produit pas de résultats.

Dans ce vide :

- La légitimité s'érode
- La pression revient
- Le pouvoir bascule vers le contrôle

Ce n'est pas un accident. C'est un mécanisme.

Une transition ne bascule pas quand elle chute. Elle bascule quand elle commence à se protéger d'elle-même.

Le glissement sécuritaire

L'atteinte à la sûreté de l'État marque un changement de registre. La contestation cesse d'être politique. Elle devient un risque. Ce glissement redéfinit le cadre.

L'opposition ne se discute plus. Elle se gère. Et ce qui se gère finit rarement par se résoudre.

Le point de bascule

Le basculement est subtil.

Il survient lorsque le pouvoir issu de la contestation commence à la juger illégitime.

Tant qu'elle affaiblit l'ancien ordre, elle est légitime. Lorsqu'elle conteste le nouveau, elle devient problématique. C'est là que la transition change de nature.

Elle ne disparaît pas. Elle se referme.

Le seuil est franchi lorsque la contestation cesse d'être politique et devient une question de sécurité d'État.

Un verrouillage progressif

Le verrouillage ne se fait pas d'un seul coup. Il s'installe. Arrestations ciblées. Pression judiciaire. Flou. Signaux dissuasifs.

Le discours reste ouvert. Les pratiques évoluent.

Ce n'est pas une contradiction. C'est une stratégie. Une stratégie d'autant plus efficace qu'elle reste invisible.

Un problème de fond intact

Rien n'a changé sur l'essentiel :

- Eau
- Électricité
- Corruption
- Dignité

Ces éléments ne sont pas périphériques. Ils sont le cœur du problème.

Sans réponse tangible, la pression ne peut que persister.

Déplacer plutôt que résoudre

Les arrestations ne traitent pas les causes. Elles diluent les symptômes. Elles permettent de reprendre le contrôle à court terme mais elles ne résolvent rien.

Elles déplacent la tension.

Ce que disent les arrestations

Elles révèlent une difficulté à produire des résultats. Un décalage entre attentes et capacités. Dans ce contexte, le contrôle devient une option. Non par choix initial mais par contrainte.

Une trajectoire lisible

Si la dynamique se confirme, le scénario devient lisible et difficile à inverser :

- Ciblage des figures visibles
- Distinction entre acteurs intégrables et marginalisés
- Discours sur la stabilité
- Cooptation partielle
- Tensions persistantes

Autrement dit : une transition qui s'organise pour durer sans se transformer.

Vers une normalisation sous contrainte

La question n'est plus celle de la rupture mais de la trajectoire. Les signaux ne suggèrent plus une inflexion. Ils indiquent une direction : Une normalisation sous contrainte

Conclusion : ce que devient la transition

La transition ne s'arrête pas. Elle change de nature. Elle entre dans une phase où l'on ne transforme plus le réel. On apprend à le contenir.

Le problème reste entier. Ce qui devrait changer, ce sont les réponses aux questions plus pressantes qu'il va engendrer.



Le pouvoir ne livre pas encore de résultats. Il commence à contenir ceux qui les demandent.

Et c'est là que tout bascule.

Quand un pouvoir ne peut pas livrer des résultats, il commence à gérer ceux qui les demandent.

Sources / Traçabilité

- Synthèses presse internationale (octobre-novembre 2025)
- Références analytiques Diapason (transitions africaines, piège Népal, refondation)
- Grilles comparatives (Freedom House, IDEA)

Rédaction - Diapason

